

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

19 FÉVRIER 2022

N° 281

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éditorial

DANS CE MONDE DE RICHES, LES TRAVAILLEURS
ET LEURS FAMILLES SONT LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ

Page 3

FACE À LA DESCENTE AUX
ENFERS DES
TRAVAILLEURS UNE
RIPOSTE EST NÉCESSAIRE

Page 5

LA CAN 2022 : FOIRE AU
PATRIOTISME ET AFFAIRE
DE GROS SOUS !

Page 8 - 9

MENACE DE GUERRE EN
UKRAINE :
NE NOUS LAISSONS PAS
EMBRIGADER !

Page 13-14

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- DANS CE MONDE DE RICHES, LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES SONT LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ.....	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS</u>	
- CHANTIER DU PONT À PÉAGE DE GRAND-BASSAM : DES SALAIRES IMPAYÉS.....	4
- PROFITS PARTOUT, SÉCURITÉ NULLE PART !.....	4
- FILTISAC : LA VIE D'UN OUVRIER COMPTE PEU DE CHOSE.....	5
- FACE À LA DESCENTE AUX ENFERS DES TRAVAILLEURS, UNE RIPOSTE EST NÉCESSAIRE.....	5
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UNE COMÉDIE !.....	6
- DÉCÈS D'UNE FEMME DANS UN BUS : LA SOTRA ET L'ÉTAT SONT RESPONSABLES !.....	6
- DES CLINIQUES PRIVÉES CRIMINELLES	7
- GALÈRE DES CHÔMEURS ET AUBAINE DES ARNAQUEURS.....	7 - 8
- LA CAN 2022 : FOIRE AU PATRIOTISME ET AFFAIRE DE GROS SOUS !	8 - 9
- LES PROFESSIONNELS DU BLABLA SE SONT DONNÉ RENDEZ-VOUS À ADDIS-ABEBA.....	9
- ABOBO : OUI À L'ÉCHANGEUR, NON À LA GALÈRE ET À LA CHERTÉ DU TRANSPORT !	10
- KAMBOUKRO ENTRE MENACE DE DÉGUERPISSEMENT ET CONVOITISE DE RAPACES.....	10
- TIASSALÉ : GANGSTÉRISME AU LYCÉE, SYMBOLE DE LA FAILLITE DU SYSTÈME ÉDUCATIF.....	11
- MALI : L'EMBARGO AFFAME LES POPULATIONS PAUVRES ET PERMET AUX GALONNÉS DE BAMAKO DE SE DÉGUISER EN LIBÉRATEURS	12 - 13
- MENACE DE GUERRE EN UKRAINE : NE NOUS LAISSONS PAS EMBRIGADER !.....	13 - 14

<p>DANS CE MONDE DE RICHES, LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES SONT LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ</p>

Les pauvres sont régulièrement chassés violemment de leur quartier pour permettre à quelques investisseurs et à leurs amis affairistes au pouvoir de faire du fric. C'est ce qui est arrivé aux habitants des quartiers Houphouët Boigny 1 et 2, non loin du terminus du bus 32 à Koumassi. Ce quartier a été détruit le 12 novembre, avec l'appui des forces de l'ordre, accompagnées de jeunes civils armés de machettes, faisant trois morts et plusieurs blessés.

Pour autant, les habitants continuent de résister. Nombre d'entre eux refusent de quitter leur lieu d'habitation. Ils dorment, encore aujourd'hui, sous des bâches au milieu des gravats. Le 11 janvier, des forces armées sont une nouvelle fois intervenues à 3 h du matin à coups de grenades lacrymogènes.

Selon le pasteur Amani N'Goran qui anime un Comité dans ce quartier, le maire de Koumassi veut céder cette parcelle à des investisseurs. Ce maire aurait même proposé un deal aux habitants qui l'ont rejeté. Qu'à cela ne tienne ! Il a fait parler la force !

Dans ce monde fait pour les riches, les pauvres n'ont pas leur place, sauf comme esclaves salariés, de préférence dociles ! La bourgeoisie a besoin de pauvres pour exploiter leur force de travail à moindre coût et en tirer le maximum de profit. Sur les chantiers et les zones industrielles, les salaires sont au rabais, la précarité est générale.

C'est en usant de la force que la classe riche impose sa loi aux travailleurs. Avec leurs petits revenus, ceux-ci ne peuvent pas mener une vie normale, encore moins avec les augmentations incessantes du coût de la vie et des loyers, alors que les salaires sont bloqués. Ainsi, les pauvres sont réduits à vivre dans des taudis, chassés vers la périphérie des villes. Nombreux sont les familles de travailleurs qui n'ont pas accès à l'eau courante. Même l'électricité y est quelque fois branchée de façon clandestine, avec tous les dangers que cela représente, faute de pouvoir faire autrement.

Une telle société ne peut perdurer. Tôt ou tard, les exploités et les opprimés se révolteront. Mais face à la dictature de la bourgeoisie qui impose ses lois économiques en s'appuyant sur la puissance de l'État et des institutions à son service, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que d'utiliser leur force collective pour faire valoir leur droit à une existence plus digne.

La force des travailleurs vient d'abord de leur nombre et de leur place dans la production. Aucune richesse ne peut sortir de terre sans leur travail. De ce fait, ils ont la capacité de bloquer toute l'économie par la grève et défendre ainsi efficacement leurs intérêts face aux exploités.

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, c'est une organisation de combat. C'est un parti communiste révolutionnaire et internationaliste des travailleurs. C'est par l'union de tous les travailleurs, de toutes nationalités, de toutes origines ethniques, de toutes corporations, au nom de la défense de leurs intérêts communs, que les travailleurs peuvent changer les choses en profondeur.

Il ne s'agira plus pour eux de se contenter de quatre sous d'augmentation, d'ailleurs aussi vite récupérés par la bourgeoisie, faisant ainsi perdurer la même misère. Il s'agira pour les travailleurs d'engager la lutte dans l'objectif d'exproprier la bourgeoisie, en leur arrachant des mains le pouvoir économique et politique.

C'est à la création de cette organisation que ceux qui ont conscience de cette nécessité doivent consacrer dès maintenant leur temps et leur intelligence, y compris les jeunes encore aujourd'hui à l'école.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CHANTIER DU PONT À PÉAGE DE GRAND-BASSAM : DES SALAIRES IMPAYÉS.

L'entreprise SAYANDGO est une des nombreuses sous-traitantes dans la construction du pont à péage sur l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam. Elle fait partie de la liste de celles qui ne versent pas les salaires dans les délais. Les travailleurs attendent parfois jusqu'à 3 mois pour être payés.

Une cinquantaine d'ouvriers chauffeurs travaillent pour le compte de cette entreprise. Le salaire

journalier d'un chauffeur tourne autour de 7.000F. Le patron fait croire qu'il n'a pas l'argent pour payer et que lui-même attend de percevoir son dû. Est-ce là le problème des travailleurs ? Trois mois sans salaire, c'est plus qu'un châtiment qui leur ait infligé.

Les riches considèrent les salariés comme des esclaves corvéables à merci. Vivement qu'ils reçoivent ce qu'ils méritent par la lutte collective des travailleurs.

PROFITS PARTOUT, SÉCURITÉ NULLE PART !

Un jeune travailleur a trouvé la mort dans un éboulement de terrain le 13 février dernier alors qu'il creusait une tranchée pour les eaux de ruissèlement. Il a été surpris par une forte pluie en plein travail. Et comme aucune disposition de sécurité n'avait été prise par les responsables du chantier, il a été englouti sous des mètres cubes de terre.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est l'un des domaines les plus dangereux. Des accidents mortels sont monnaies courantes. Les dispositions de sécurité les plus élémentaires sont foulées au pied par le patronat. Par exemple, il n'est pas rare de voir des travailleurs sans casques, sans chaussure de sécurité, ou simplement sans tenue de travail.

Même sur des chantiers importants, la situation est la même. Récemment, des échafaudages de mauvaise qualité ont causé la mort de deux travailleurs et fait plusieurs blessés sur le chantier de l'échangeur de Gesco et à Angré cité SIR. Quelques jours avant, ce sont quatre travailleurs qui trouvaient la mort sur le chantier du 4^{ème} pont à Yopougon. Tous ces accidents mortels se succèdent sans que les patrons ne soient inquiétés. Pour ces derniers il n'y a que le profit qui compte, la vie des travailleurs ne vaut rien à leurs yeux.

Ça continuera ainsi tant que les travailleurs n'exigeront pas plus de sécurité au travail. Collectivement, ils ont la force de l'imposer.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : LA VIE D'UN OUVRIER COMPTE PEU DE CHOSE

Le samedi 12 février un travailleur est mort dans l'enceinte de l'usine. Il était journalier et passait toute la semaine au sein de l'usine pour ne rentrer chez lui que les weekends. Dans la nuit du vendredi au samedi il s'est senti mal, mais l'infirmerie de l'usine n'ayant pas de service de nuit, il a fallu attendre jusqu'au petit matin. Malheureusement la situation s'est aggravée dans la matinée et il n'a pas pu être sauvé à temps.

Cela devient récurrent à l'usine. Pour cette année, c'est le premier

mort, mais l'année passée, il y a eu pas moins de 3 cas similaires. À chaque fois qu'un travailleur a une crise un peu sérieuse au sein de l'usine, l'infirmerie de l'usine est dépassée, ne serait-ce que pour fournir les premiers soins et faciliter l'évacuation du malade vers un centre de soins approprié.

La Direction fait des économies au détriment de la vie des travailleurs pour augmenter ses profits. Et elle continuera sur cette voie tant qu'elle ne croquera pas le coup de colère des travailleurs.

FACE À LA DESCENTE AUX ENFERS DES TRAVAILLEURS UNE RIPOSTE EST NÉCESSAIRE

Une étude récente a montré que plus de 30.000 fonctionnaires et agents de l'état seraient victimes de surendettement. Il s'agit de prêt avec intérêt auprès des banques, des commerçants ou, comme on dit chez nous, des margouillats. Cette étude s'est limitée aux fonctionnaires qui ne sont pas la majorité des travailleurs dans le pays. Si elle s'était étendue aux travailleurs du secteur privé, les chiffres seraient encore plus éloquentes car la classe laborieuse s'enfonce de plus en plus dans la pauvreté. Les salaires sont bas et ne suffisent plus à couvrir les besoins les plus élémentaires des familles ouvrières. Ce qui fait que dès qu'il y a un coup dur tel qu'un cas de maladie un peu

grave, un décès ou même simplement la rentrée scolaire certains travailleurs sont obligés passer par un usurier. Ils espèrent ainsi se tirer d'affaire, mais en même temps ils se lient parfois les pieds et les mains à un margouillat sans vergogne.

Pour changer cette situation infernale, il faudrait tripler les salaires, ne serait-ce que pour rattraper le pouvoir d'achat perdu par les travailleurs depuis plusieurs décennies. Mais patrons et gouvernement ne l'accepteront pas sans une mobilisation de grande ampleur du monde du travail. Autrement, les exploités et les margouillats ont encore un bel avenir !

L E U R S O C I E T E

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UNE COMÉDIE !

Le gouvernement fait mine de découvrir que la corruption ferait perdre 1400 milliards chaque année à l'Etat ivoirien. Cela représente l'équivalent de 150 000 francs de revenu mensuel durant un an pour plus de 700 000 travailleurs.

Alors, pour faire croire qu'il lutte contre la corruption, le gouvernement mène quelques actions d'éclats et surtout beaucoup de publicités. Ici, licenciement de quelques agents de santé accusés de détournements de biens publics, là, quelques policiers mis au ban pour faits de racket. Tout

cela n'est que poudre aux yeux ! Les dirigeants de ce pays sont trop bien placés pour savoir que les 1400 milliards, c'est ailleurs qu'ils se nichent !

Demandez donc à Bédié qui s'est enrichi en milliards depuis le temps de Houphouët, ainsi qu'aux clans de Gbagbo, Soro et consorts, pourquoi cherchent-ils tous à revenir au pouvoir ? Et pourquoi le clan Ouattara s'y accroche-t-il ? Eux tous le savent !

Alors, leur prétendue lutte contre la corruption n'est que du bavardage !

DÉCÈS D'UNE FEMME DANS UN BUS : LA SOTRA ET L'ÉTAT SONT RESPONSABLES !

Le 31 janvier dernier en provenance de Koumassi, le corps d'une femme a été retrouvé sans vie dans un bus de la SOTRA à Adjamé gare nord. À voir les conditions dans lesquelles cette société de transport urbain transporte ses clients, cela n'est pas étonnant.

Depuis des décennies, par insuffisance de bus, les gens sont entassés comme des sardines en boîte. Pourtant, à chaque fois on nous chante l'arrivée de nouveaux bus pour soulager les passagers. Mais les passagers continuent à être entassés, y compris dans les « *bus express* ». On est tellement serré qu'on est carrément nez à nez avec son voisin, certains sont debout sur un pied durant

le trajet, sans pouvoir bouger. Tout cela dans une chaleur étouffante car les bus sont très mal aérés. Même quand on a la chance d'avoir une place assise on a du mal à respirer si on n'est pas situé à côté d'une vitre ouvrable.

Dans ces conditions, lorsqu'une personne est malade elle peut piquer une crise et y perdre la vie. C'est ce qui est arrivé à cette passagère. Ce n'est pas une fatalité mais la conséquence de l'incapacité de la SOTRA à transporter les gens dans des conditions décentes. Derrière cette société de transport, c'est aussi l'irresponsabilité de l'État qui est à condamner.

L E U R S O C I E T E

DES CLINIQUES PRIVÉES CRIMINELLES

Selon le président de l'Association des Cliniques Privées de Côte d'Ivoire (ACPI), 70% des cliniques privées de ce pays exercent dans l'illégalité. Et selon lui, cela se passe sous l'œil complaisant du gouvernement. On ne va pas pleurer avec ce président qui est probablement plus intéressé par l'argent qu'il perd face à cette concurrence déloyale que par les dangers auxquels sont exposées les populations pauvres !

La plupart de ces structures non reconnues sont celles que fréquente généralement la majorité de la population. Les centres de santé publics sont soit saturés soit inexistantes dans certains endroits ou manquent tellement d'équipements qu'on ne voit pas la nécessité d'y aller. Alors beaucoup se tournent vers les cliniques privées de leurs quartiers dont la plupart ne respectent même pas les règles élémentaires d'hygiène telle que la désinfection du matériel.

Dans certaines cliniques, même les kits de perfusions sont réutilisés au mépris total du patient. Des soins sont pratiqués sans gants, mettant en danger aussi bien les malades que le personnel soignant ! Des aides-soignantes font des accouchements alors qu'elles ne sont pas qualifiées pour cette tâche. Des cliniques vendent même des médicaments périmés à leurs patients. C'est dire à quel point ces endroits sont plus faits pour ramasser du fric qu'à soigner les gens.

Ceux qui viennent effectuer le contrôle de ces cliniques sont souvent soudoyés et ferment les yeux sur ces délits. Ceux qui dirigent ce pays n'ignorent pas non plus ce qui se passe dans ces cliniques mais ils laissent faire car ce ne sont pas des membres de leurs familles ou leurs proches qui viennent s'y faire soigner. C'est ainsi que ces cliniques continuent en toute impunité de mettre en danger la vie des petites gens !

GALÈRE DES CHÔMEURS ET AUBAINE DES ARNAQUEURS

Le chômage prend de plus en plus d'ampleur. Pour un concours où il n'y a que 5000 places disponibles on se retrouve facilement avec 100.000 candidats. Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les magouilles. Dans les zones industrielles, la demande de travail est telle que même pour décrocher un contrat de quelques mois, il faut payer des sommes allant

de 50.000 F à 100.000 F selon les entreprises.

Des petits margouillins ont trouvé dans cette situation un moyen d'escroquer des demandeurs d'emploi. En effet, nombreux sont les chômeurs qui, à la recherche d'un emploi, croisent le chemin de certaines personnes qui se font passer pour des

L E U R S O C I E T E

recruteurs. Ces faux recruteurs collent des affiches partout dans les rues des quartiers populaires pour annoncer qu'il y a du travail pour tous. On peut y lire par exemple : *"jobs pour tous"*, *"embauche direct"*, *"une société située à la zone industrielle recrute des ouvriers et des ouvrières"* ... Une fois qu'on les contacte, ils vous disent qu'ils sont une agence de placement de personnel et que pour bénéficier de leur prestation il faut déboursier la somme de 5.000f en guise d'inscription. Après, ils vous font patienter une à deux semaines avant de vous recontacter et vous disent que

pour avoir le job souhaité il faut payer une somme de 50.000f et puis vous font patienter encore une semaine. Mais cette fois quand on les contacte, leurs numéros ne passent plus. Quand on se rend à l'adresse où l'on a été reçu auparavant, on se retrouve devant une porte close. Quand on se renseigne pour savoir où sont partis ces recruteurs, on découvre qu'il s'agit d'une supercherie pour arnaquer les petites gens en quête de travail.

En ce temps de crise et de chômage de masse, c'est une mésaventure qui devient de plus en plus fréquente.

LA CAN 2022 : FOIRE AU PATRIOTISME ET AFFAIRE DE GROS SOUS !

Du 9 janvier au 6 février 2022, 24 pays africains étaient en compétition pour le titre de meilleure équipe de football du continent. Le Cameroun, pays organisateur de cette 39^{ème} édition a investi pas moins de 520 milliards de francs CFA dans les infrastructures sportives et dans certains autres aménagements nécessaires à l'organisation d'une telle compétition.

Si pour les amateurs de foot, c'est une occasion de voir évoluer les meilleurs joueurs du continent, c'est une affaire de gros sous pour les entreprises du BTP chargées de réaliser les infrastructures, pour la FIFA et la CAF qui vendent les droits de transmission et pour les médias qui couvrent l'évènement.

De plus, les riches et les gouvernements à leur service se servent de la passion autour du foot

pour exalter le nationalisme et le patriotisme. Ils donnent aux pauvres de leurs pays respectifs l'illusion de faire partie d'un seul peuple, faisant oublier pour un temps la misère dans laquelle vivent les pauvres, à côté de l'opulence des riches. Les scènes de liesses populaires, de déception et même souvent d'émeutes qui rythment les succès ou les déboires des équipes illustrent bien cette excitation autour de la compétition.

Pour cette CAN 2022, des querelles sur les réseaux sociaux entre supporters ivoiriens et camerounais se sont déplacées sur le terrain de foot. Cela s'est transformé ensuite en adversité entre populations des deux pays au point que la défaite du Cameroun a été accueillie avec des clameurs de joie et même célébrée en Côte d'Ivoire.

L E U R S O C I E T E

Au-delà de toutes les passions et des manipulations autour de la Can, elle sert surtout d'exutoire. Au Sénégal, pays dont l'équipe a remporté la coupe, après l'euphorie de la victoire et

le jour férié, chacun est retourné à sa condition habituelle. L'ouvrier se fait pressurer par le patron et le paysan dépouillé par l'acheteur de ses produits.

LES PROFESSIONNELS DU BLABLA SE SONT DONNÉ RENDEZ-VOUS À ADDIS-ABEBA

La capitale Ethiopienne Addis-Abeba a accueilli les 5 et 6 Février dernier, la 35^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Africaine. Ce sommet a placé, sur proposition des dirigeants ivoiriens, la nutrition comme thème de l'année 2022.

Cette rencontre a donné, une fois de plus, l'occasion à ces dirigeants Africains de pondre des discours pompeux histoire de montrer qu'ils sont préoccupés par la grande misère que vit une grande partie de leurs populations. Et pendant qu'ils brassent de l'air à propos de leur soi-disant lutte contre la faim, on assiste sur le terrain à une flambée continue des prix des produits alimentaires de première nécessité. Cela se passe sous leurs yeux et ils sont incapables de la juguler.

L'exemple de la Cote d'Ivoire est édifiant. Récemment, les prix des produits alimentaires de grande consommation comme le riz, l'huile, le

sucre, la viande, le poisson et même les légumes ont connu de fortes augmentations. Face à la grogne que ces augmentations ont provoquée dans la population, les autorités du pays ont fait mine d'y remédier. Mais ce n'était que de la pure gesticulation car la courbe des prix a continué allègrement de monter.

Les salaires ne suivent pas la hausse des prix. Résultat, les classes pauvres s'enfoncent de plus en plus dans la misère et la malnutrition. Ces maux ne sont pas une fatalité mais les conséquences de l'organisation capitaliste de la société dans laquelle la quasi-totalité des richesses sont concentrées entre les mains d'une poignée d'individus, laissant l'écrasante majorité de la population végéter dans la misère.

C'est pourquoi parler de mettre fin à la malnutrition et la pauvreté, comme le font ces dirigeants, sans combattre le capitalisme, c'est parler pour ne rien dire.

L E U R S O C I E T E

ABOBO : OUI À L'ÉCHANGEUR, NON À LA GALÈRE ET À LA CHERTÉ DU TRANSPORT !

Depuis le lancement des travaux de l'échangeur du rond-point de la commune d'Abobo en face de la mairie, la population a des difficultés de déplacement. La voie express étant fermée depuis le carrefour mobile après le rond-point d'Anador jusqu'au rond-point de la gendarmerie, des couloirs ont été créés pour la circonstance.

Ces déviations rallongent le trajet et augmente le coût du transport. Cela fait plus de deux mois que la population subit les conséquences néfastes de l'aménagement du grand rond-point de la mairie et cela doit durer trois ans ! Pourquoi un si long délai ? Là où le transport valait 200f, il faut déboursier aujourd'hui entre 400f et 600f. Ce qu'on parcourait en 5 minutes on le fait maintenant en 30 ou

40 minutes. D'un arrêt de véhicule à un autre on marche jusqu'à 3 km. Et quand on n'a pas les moyens de payer le tarif-double c'est près de 10 km à pieds qu'on doit parcourir.

Pour le même salaire, le budget de transport des travailleurs a doublé, voire triplé pour certains. Face à cette situation, il faut faire des calculs acrobatiques pour assurer les besoins les plus élémentaires de la famille.

Ce qui est en cause ce ne sont pas les travaux de construction de l'échangeur mais la négligence des autorités qui ne font rien pour aménager des solutions de rechange en attendant la fin de la construction et proposer une compensation financière à ceux qui perdent du temps et de l'argent pour faire le trajet.

KAMBOUKRO ENTRE MENACE DE DÉGUERPISSEMENT ET CONVOITISE DE RAPACES

Kamboukro est un quartier d'élevage situé derrière l'aéroport d'Abidjan. Le 13 février dernier, des individus munis de machettes s'en sont pris aux habitants et blessé des gens sur leur passage. Ils ont pillé et agressé des fermes. Ce fut une journée de terreur. Selon les rumeurs, les agresseurs viendraient d'Adjouffou, le quartier voisin et auraient été loués par un boss qui veut acquérir le terrain de Kamboukro. Depuis ce jour, des cargos de forces de l'ordre sillonnent le quartier et un calme précaire règne.

Ce qui est étonnant dans tout ça, c'est que ce quartier est parmi ceux

qui doivent être déguerpis pour l'extension de l'aéroport. Plusieurs centaines de familles seront impactées. Cela avait été décidé après le décès d'un adolescent qui s'était caché dans le train d'atterrissage d'un avion.

Peu importe l'argument avancé pour chasser les habitants, mais vu ce qui s'est passé il n'est pas impossible que derrière tout ça il y ait une histoire de gros sous. Il y a de fortes chances que des rapaces convoitent ce terrain et paient des bandits armés pour terroriser les habitants du quartier !

L E U R S O C I E T E

TIASSALÉ : GANGSTÉRISME AU LYCÉE, SYMBOLE DE LA FAILLITE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Dans la ville de Tiassalé, un nouveau phénomène de banditisme gagne le milieu scolaire, particulièrement les élèves du secondaire. Chaque vendredi soir, l'on assiste à des bagarres entre des groupes d'élèves. À la sortie de l'école, des élèves s'affrontent à coup de pierres, de gourdins, etc. Ces bagarres dégénèrent souvent dans toute la ville et crée une psychose auprès de la population qui reste terrée dans les maisons pour éviter d'être blessé par des projectiles.

Comment être surpris de cette situation quand on sait que l'État s'est en grande partie désengagé du système éducatif depuis des décennies. L'école n'est plus la priorité des autorités de ce pays.

Les établissements scolaires sont en nombre insuffisant. Les salles de classe sont surchargées. Il n'est pas rare de trouver des salles de classe avec plus de 100 élèves. Un banc initialement prévus pour deux élèves doit en accueillir trois ou quatre. Parfois, certains élèves prennent les cours debout. Les enseignants sont en nombre insuffisants et sont pour la plupart au bord du surmenage. Le

matériel didactique, des supports de cours et autres laboratoires manquent cruellement.

L'unique lycée de Tiassalé, vieux de plus de 50 ans a atteint un niveau de délabrement avancé. Il n'y a même pas de toilette, c'est dans une plantation d'hévéa proche du lycée que les élèves vont se soulager.

S'ajoute à cela la misère d'une grande partie des élèves due à la pauvreté des parents. En majorité des paysans, ils subissent de plein fouet la baisse du prix d'achat de leurs produits agricoles que sont le cacao, le palmier à huile, l'hévéa, le café et la banane.

Dans ce pays comme ailleurs, l'école publique n'est que le reflet de la société inégalitaire dans laquelle nous vivons. Les jeunes issus des milieux populaires n'échappent pas aux conséquences néfastes du capitalisme même s'ils ne sont pas directement exploités comme leurs parents qui triment dans les usines, les chantiers, les hôpitaux, les bureaux ou dans de nombreux autres secteurs d'activité urbaine ou rurale. Ils ont leur rôle à jouer pour changer cette société afin qu'elle devienne plus vivable pour tous.

MALI ;

L'EMBARGO AFFAME LES POPULATIONS PAUVRES ET PERMET AUX GALONNÉS DE BAMAKO DE SE DÉGUISER EN LIBÉRATEURS

Les conséquences de l'embargo qui frappe le Mali depuis le 9 janvier dernier sont catastrophiques pour la grande partie de la population. Comme il fallait s'y attendre, la flambée des prix qui a démarré bien avant l'embargo, s'est amplifiée. Même la viande de bœuf dont le Mali est pourtant un important producteur, est devenue un aliment de luxe que les petites gens ne peuvent plus payer. Les grossistes profitent de cette situation pour stocker des produits comme le riz et de les écouler au compte-gouttes afin d'augmenter leurs marges.

Officiellement l'embargo ne concerne pas les produits de première nécessité mais de nombreux camionneurs transportant du riz en provenance du port d'Abidjan sont bloqués à la frontière ivoiro-malienne. Et puis contrairement à ce qu'ont prétendu les dirigeants de CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) tous unis derrière Macron, l'embargo qu'ils ont décidé n'est pas destiné à punir la junte et de la contraindre à organiser des élections plus rapidement qu'elle ne le prévoit, mais à affamer la population malienne en espérant qu'elle finisse par se révolter contre le pouvoir.

En agissant ainsi, Macron et ses alliés de la CEDEAO ont au contraire permis aux galonnés de Bamako de se poser comme des défenseurs de la population malienne face à ceux qui voudraient les affamer et imposer leur dictat. C'est ainsi que la junte malienne a mobilisé les moyens de l'État pour

propager son discours nationaliste anti-français et anti-Cédéao. Elle a organisé des défilés populaires à Bamako et dans les principales villes du pays dans lesquelles des milliers de gens soigneusement encadrés sont sortis dans la rue pour soutenir sa politique.

La récente décision de Macron de fermer les bases militaires françaises de Gossi, Ménaka et Gao dans un délai de quatre à six mois, alors qu'Assimi Goïta exige un retrait « *sans délai et sous la supervision des autorités maliennes* », a de nouveau provoqué de nouvelles manifestations anti Macron à Bamako.

Les troupes françaises vont certes quitter le Mali mais elles resteront implantées au Sahel pour continuer à protéger les intérêts de l'impérialisme français dans cette région. Le problème pour les officiers français chargés d'organiser le déménagement du matériel militaire du Mali vers le Niger est qu'ils craignent que le convoi constitué de plusieurs centaines de camions ne soit attaqué par les populations en colère, comme le convoi qui est parti d'Abidjan vers le Mali en novembre dernier. Rappelons que dans la localité de Téra, située au Niger, les affrontements entre les manifestants et les forces françaises et nigériennes ont fait officiellement trois morts et plusieurs blessés. Même si le dictateur nigérien Mohamed Bazoum est complètement favorable à l'accueil de la plus importante base militaire française sur son sol, il n'est pas dit que la population nigérienne soit du même avis.

Cela donnera peut-être des idées à quelques galonnés nigériens du même acabit qu'Assimi Goïta d'en découdre avec le pouvoir de Mohamed Bazoum. Ce qui est sûr c'est que l'objectif des galonnés comme Goïta n'est nullement de libérer les travailleurs et les paysans pauvres de l'exploitation capitaliste, du pillage

impérialiste et de la misère engendrée par ce système. Ils veulent tout simplement avoir leur part de gâteau dans la richesse produite par l'exploitation des travailleurs. Leurs discours nationalistes ne sont rien d'autres que des pièges pour détourner la colère et les aspirations légitimes des classes pauvres vers des impasses.

MENACE DE GUERRE EN UKRAINE : NE NOUS LAISSONS PAS EMBRIGADER !

(Nous publions ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière daté du 18 février 2022 et publié en France)

Y aura-t-il la guerre en plein cœur de l'Europe avant la fin de la semaine ? C'est ce qu'affirment les autorités américaines qui ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine.

Depuis des semaines, les dirigeants occidentaux accusent Poutine de préparer l'invasion de l'Ukraine. Dans un vaste jeu de poker menteur, Biden, Macron et Scholz multiplient les rencontres médiatisées avec Poutine, tout en le présentant comme un dictateur, agresseur et va-t-en-guerre. Dictateur, Poutine l'est sans conteste, contre son opposition et contre les classes populaires de toute la Russie. Mais, face aux Occidentaux, il n'est pas l'agresseur.

Les peuples ukrainien et russe sont liés par une longue histoire et une culture communes. Pendant 70 ans, ils ont vécu au sein de l'Union soviétique, ce vaste territoire forgé après la révolution de 1917, qui s'est développé en commun, de façon planifiée. Que le Donbass ou la Crimée soient rattachés administrativement à l'Ukraine ou à la Russie n'avait alors pas de

conséquence car aucune véritable frontière ne les séparait.

Quand, en 1991, les bureaucrates de Moscou, Kiev et Minsk ont fait éclater l'Union soviétique, sans consulter ses peuples, les États-Unis n'ont pas dissous l'Otan, cette alliance militaire construite pour isoler l'Union soviétique. Bien au contraire, profitant de l'affaiblissement de la Russie sous Eltsine, ils y ont intégré les trois États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc. Ils ont pris pied en Géorgie et en Asie centrale. Les bases américaines ceinturent aujourd'hui la Russie, et Poutine veut empêcher l'Ukraine de rejoindre l'Otan. Alors, qui est l'agresseur ?

Biden et Macron fustigent Poutine parce qu'il déploie des troupes aux portes de l'Ukraine. Mais quand, début janvier, le même Poutine a envoyé 3 000 parachutistes russes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater la révolte ouvrière, leur silence a été assourdissant. Au Kazakhstan, il s'agissait de réprimer des ouvriers qui protestaient contre la vie chère. L'enjeu

était de sauver les profits de Total, Chevron, ArcelorMittal et autres trusts occidentaux qui exploitent les ressources et les travailleurs de ce pays ex-soviétique. Pour réprimer les révoltes, Poutine, Biden et Macron sont complices !

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas partager l'hystérie guerrière des dirigeants américains plus ou moins suivis par les européens. Les uns et les autres se moquent du sort des Ukrainiens comme de tous les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes partout dans le monde.

Ils se prétendent les champions de la liberté, mais ils empêchent des femmes et des hommes de circuler librement pour fuir la guerre ou la misère. Ils ont reconstitué un rideau de fer en installant des barbelés qui provoquent la mort de nombreux migrants entre la Biélorussie et la Pologne.

Ils prônent la paix et la démocratie mais ils entretiennent une multitude de guerres régionales meurtrières et arment des dictateurs. Macron fait la leçon à Poutine, mais la France maintient des troupes dans neuf pays d'Afrique. Au Burkina Faso ou au Mali, ses troupes apparaissent si peu comme des libératrices qu'elles sont conspuées par la population.

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour

défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Dans une économie en crise, cette concurrence est de plus en plus acharnée, et les dirigeants impérialistes se préparent à transformer la guerre économique en guerre tout court.

Leurs budgets militaires ne cessent d'augmenter. Quand ce n'est pas la Russie, c'est la Chine qu'ils présentent comme une menace. Ce sont pourtant des navires de guerre et des sous-marins américains, australiens et même français qui patrouillent en mer de Chine, pas des navires chinois au large de la Californie !

Face à la Chine ou à la Russie, même si un dérapage n'est jamais exclu, pour l'instant, les grandes puissances cherchent surtout à marquer leur territoire. Le sursis ne durera pas tant le monde capitaliste est une poudrière. Mais leurs grandes manœuvres ont un autre but : conditionner et mettre au pas leur propre population pour la préparer à servir de chair à canon dans la guerre à venir. Tous ceux qui n'ont que "*les intérêts de la France*" à la bouche participent à cette mise en condition.

Il faut refuser de marcher car cette guerre n'est pas celle des travailleurs. C'est celle de leurs exploités qui rivalisent entre eux pour accaparer la plus grande part de profit.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.